

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal des guerres de l' Otan

Janvier 2013

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

TIRE A PART

Voir Naples et mourir

L'art de la guerre **Manlio Dinucci**

Alors qu'à Naples de plus en plus d'entreprises ferment, il en est une qui a le vent en poupe, au point qu'elle a ouvert un nouveau siège, luxueux. C'est l'Otan, dont le Commandement inter-forces (*Jfc Naples*) s'est transféré le 13 décembre de Bagnoli à Lago Patria. Le nouveau quartier général a une superficie couverte de 85mille mètres carrés, entourée d'une aire close plus vaste encore, déjà prête pour de futures expansions. Y travaillent 2100 militaires et 350 civils qui, avec leurs familles, constituent une communauté de plus de 5mille personnes. **La construction a officiellement coûté 165 millions d'euros, auxquels s'ajoute un chiffre non quantifié pour les équipements (600 Kms de câbles, 2 mille ordinateurs, antennes satellitaires) et les infrastructures.**

L'Italie participe à la dépense totale, estimable à 200 millions d'euros environ, à la fois avec sa quote-part du coût de construction et avec le « fonds pour les aires sous-utilisées », ainsi qu'une allocation de la Province, pour un montant estimé à environ 25 millions. Tout en argent public, qui va s'ajouter au budget militaire. Bien dépensé cependant, d'après les autorités italiennes.

Dans la cérémonie à Bagnoli, le président de la région Stefano Caldoro (Psi/Pdl)[1] a exalté « l'importance du Commandement dans le Mezzogiorno », dont la présence est « au service de la sécurité et de la paix dans le monde ». Le maire de Naples Luigi De Magistris (Mouvement orange[2]), après avoir souligné « le lien historique de Naples avec cette base », a déclaré : « Nous sommes fiers d'avoir connu tant de forces armées différentes » qui, en se transférant dans leur nouveau siège, resteront à Naples, une ville qui a « une position stratégique importante dans les plans de maintien de la paix dans le monde », une ville qui « avec ses yeux regarde vers Bruxelles (siège central de l'Otan), mais avec le cœur regarde vers le Sud, vers le Moyen-Orient où l'on espère que des états autonomes et indépendants puissent vivre en sérénité ».

Paroles hautement appréciées par l'amiral étasunien Bruce Clingan, commandant du Jfc Naples, qui a offert à Caldoro la clé symbolique de la base et à De Magistris le drapeau du Jfc Naples. Nul mieux que lui ne peut apprécier la position stratégique de Naples, exemplifiée par le fait qu'il est, en même temps, commandant des Forces navales Usa en Europe, commandant des forces navales Usa pour l'Afrique, commandant des Forces conjointes alliées. Les trois commandements de Naples, toujours sous les ordres d'un amiral étasunien choisi par le secrétaire à la défense avec l'autorisation du président, ont une « aire de responsabilité » totale qui embrasse l'Europe, toute la Russie et l'Afrique. La guerre contre la Libye,

l'an dernier, fût dirigée par le Pentagone d'abord via l'Africa Command, puis par le Jfc Naples, appuyés par les forces navales Usa en Europe.

De Naples encore sont menées les opérations militaires actuelles en Afrique du nord et dans d'autres parties du continent et celles d'encerclement et de désagrégation de la Syrie.

Comme les opérations de guerre s'intensifient en fonction du « nouveau concept stratégique », explique l'amiral Clingan, il fallait un siège adapté à « un quartier général de combat de la guerre », constamment opérationnel. A Naples, qui- assure De Magistris- a « une position stratégique importante dans les plans pour le maintien de la paix dans le monde ».

Edition de mardi 18 décembre 2012 de *il manifesto*

EGYPTE

Morsi veut créer "l' Otan arabe" contre l'Iran

Le président égyptien a affirmé vouloir proposer le projet de la création d'une Otan arabe contre l'Iran à la prochaine conférence de l'Organisation de Coopération islamique, OCI. Largement mis à mal par les protestations de rue de ces dernières semaines, Morsi espère sans doute se rattraper sur sa politique étrangère, en brandissant l'hypothétique épouvantail iranien qui en ces temps d'iranophobie rapporte beaucoup quand on a pour ami et allié le Qatar et l'Arabie saoudite. Mais avant tout face à face, l'Iran aimerait bien entendre ce que Morsi a à dire. Selon l'attaché d'affaire iranien en poste au Caire, le ministre iranien des AE est attendu mercredi. la partie iranienne souhaite tirer au claire les ambiguïtés de la politique iranienne du président égyptien.

<http://2424.jssnews.com/post/2013/01/04/morsi-veut-cree-lotan-arabe-contre-liran/>

TURQUIE

La Turquie permet à Israël de tenir un rôle actif dans l'OTAN

30 Décembre

Israël pourrait tenir un rôle de premier ordre dans l'OTAN grâce aux récentes concessions faites par la Turquie. Elle pourrait même participer dès 2013, de façon aussi active qu'efficace, aux opérations militaires de l'alliance dirigée par la puissance impérialiste étasunienne.

L'information a été diffusée le 23 décembre 2013 par le Jerusalem Post. Le quotidien observe comment l'adhésion à plein titre d'Israël aux activités opérationnelles de l'organisation otanienne survient juste après l'atténuation de la part de la Turquie d'une position qui posait obstacle à la participation directe de Tel-Aviv. Ankara a en effet dû agir avec souplesse afin d'obtenir le consentement de l'OTAN à l'envoi de missiles Patriot sur le territoire turc. Selon le journal israélien, le déploiement de batteries de missiles en Turquie a été utilisé par l'OTAN comme un moyen de pression pour forcer Ankara à dégeler ses relations avec Israël.

Il convient de rappeler qu'Israël, en tant qu'alliée de l'OTAN, participe régulièrement à des séminaires, des exercices et quantité d'autres activités de l'alliance, et sollicite depuis longtemps une plus grande participation aux activités militaires, mais sa requête avait jusque-là été refusée par la Turquie qui est quant à elle membre à part entière de l'organisation atlantique.

Capitaine Martin

<http://www.resistance-politique.fr/article-la-turquie-permet-a-israel-de-tenir-un-role-actif-dans-l-otan-113885577.html>

Protestation contre le déploiement des missiles de l'OTAN, en Turquie

En organisant des manifestations, des milliers d'habitants de la ville de Gaziantep, en Turquie, ont, une nouvelle fois, protesté contre le déploiement du système radar et des missiles « Patriot » de l'OTAN, dans ce pays.

Ces manifestations, organisées, à l'appel du Parti islamiste de la Prospérité, font suite aux protestations du peuple turc contre les politiques hostiles du gouvernement d'Ankara envers Damas. Les manifestants, tout en s'opposant à l'alignement de la Turquie, sur les politiques de l'OTAN et des Etats-Unis envers

les évolutions régionales, ont dénoncé les politiques du gouvernement d'Ankara envers la Syrie et exigé de la Turquie qu'elle s'abstienne de s'ingérer dans les affaires intérieures syriennes.

<http://2424.jssnews.com/post/2013/01/06/protestation-contre-le-deploiement-des-missiles-de-lotan-en-turquie/>

Belgique

Défense Plus de 90 millions approuvés en investissements

LE SOIR - samedi 8.12.2012 - Alain Lallemand

C'est Noël avant l'heure pour la Défense : les dossiers de cinq investissements matériels majeurs ont été approuvés ce vendredi en Conseil des ministres (une seconde fournée est programmée pour vendredi prochain), et le gouvernement a dans le même temps avalisé le programme d'engagement opérationnel 2013.

Côté achats, l'approbation des investissements est d'abord une bonne nouvelle pour la FN Herstal : l'un des marchés attribués (12,2 millions d'euros) porte sur le remplacement de pistolets et pistolets-mitrailleurs ainsi que leurs premières munitions, afin de remplacer les pistolets GP 9 mm (ils datent des années cinquante !) et mitrailleurs Uzi de même calibre. Les Belges qui ont fait leur service militaire se rappellent sans doute de ces armes individuelles, très fiables, qui sont encore en fonction. Les GP et Uzi seront respectivement remplacés par des « Five Seven » et des P90 provenant tous deux de la FN, deux armes déjà utilisées par les forces spéciales belges.

Autre achat spectaculaire et très disputé : deux Ready Duty Ships (RDS), des patrouilleurs rapides qui doivent permettre de sillonner les eaux belges en cas de catastrophe en mer du Nord ou de nécessaire interception de bâtiment (pollution, traite d'êtres humains, piraterie, etc.). Le marché a été emporté pour 26,6 millions alors qu'il était provisionné à hauteur de 34 millions.

Trois autres dossiers beaucoup plus techniques ont été approuvés : d'une part, en remplacement des systèmes de missiles Milan, un marché de 60 systèmes de tir « Anti-Fortification Anti-véhicule Blindé » de moyenne portée (Afab-MR), ainsi que 180 projectiles, a été attribué à la société allemande EuroSpike. Cette même société remporte le marché de 111 systèmes de tir Afab à courte portée (et ses 238 projectiles). Ce double marché pèse 43,2 millions d'euros, au lieu des 59,6 millions escomptés. On voit que les restrictions budgétaires sont là et que les marchés ont été âprement négociés.

A noter enfin l'acquisition de 70 « Self-Protection Systems », des systèmes électroniques destinés aux jeeps (LMV) et qui permettent de déceler puis contrer les missiles tirés contre le véhicule. Dont coût : 11,1 millions.

Si ce shopping militaire semble sans intérêt pour le monde civil, il est pourtant intéressant à deux titres : d'une part, il consacre la victoire politique du ministre Pieter De Crem (CD&V) qui, après une période de désendettement et restructuration de l'armée, souhaitait relancer l'investissement dans le matériel militaire, même de manière modeste. Et ce malgré les pressions budgétaires. D'autre part, à matériel égal, ce premier volet d'investissement se solde par une ardoise de 93,1 millions au lieu des 118,6 millions estimés, signe que le département, pour maintenir ses objectifs d'investissement, a su réaliser une belle économie sur les contrats. A vérifier.

Ceci étant, où va se déployer l'armée ? En gros, pour un budget d'opérations sensiblement réduit (61,7 millions nets contre 79,6 en 2012), la Belgique restera déployée aux mêmes niveaux et mêmes lieux qu'en 2012. Deux changements notables cependant : l'engagement afghan ne sera plus de 620 mais de 360 militaires seulement (ce qui est déjà le cas), et la Belgique participera à la nouvelle opération antipiraterie européenne, Eucap Nestor. Il s'agit d'une opération complémentaire à l'opération maritime Atalante, qui vise cette fois à aider les Etats voisinant la Somalie à se doter eux-mêmes d'une capacité antipiraterie.

Ici aussi, quelques enseignements : le nouveau plafond opérationnel afghan signifie que la Belgique demeurera de manière conséquente dans le nord, que ce soit à Kunduz ou Mazar-i-Sharif (où se sont d'ailleurs repliés les démineurs belges depuis ce 4 décembre). Par ailleurs, l'engagement belge au Liban est confirmé jusqu'en juin, avec la volonté de réorienter la mission après cette date (les opérations de déminages seront achevées). La porte est par ailleurs ouverte pour un engagement militaire dans la formation de troupes d'Afrique de l'Ouest. Bonjour le Mali ?

Rasmussen au Conseil européen fin 2013 ?

(BRUXELLES)

Le Secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, vient d'exprimer son désir à Herman Van Rompuy (le président du Conseil européen) d'être invité au sommet des chefs d'État et de gouvernement, de décembre 2013, consacré en partie à la Défense.

Une demande qui peut paraître évidente quand on parle de partenariat OTAN UE au sein d'une réunion des ministres de la Défense. Mais qui peut apparaître aussi déplacée ici. L'essentiel de la discussion est ailleurs. L'Europe de la Défense souffre actuellement d'un manque d'investissement de la part des autorités politiques et budgétaires européennes. Ce n'est donc pas un problème de l'OTAN mais des États membres. Ensuite, la question des lacunes européennes est éminemment une question européenne tout autant économique, juridique et politique que militaire.

Enfin, il y a des questions proprement européennes à régler au sein de l'Union européenne. Dans quelle mesure des projets militaires à usage civil (et vice-versa) peuvent bénéficier de fonds européens ? Et lesquels ? Va-t-on plus loin dans le mouvement d'organisation du marché de défense initié par les directives de Défense ? Quel bilan tire-t-on de la mise en place des instruments nés du Traité de Lisbonne ? Celles-ci sont-elles bien adaptées ? La gestion de crises européenne ne mérite-t-elle pas d'être mieux coordonnée, voire réorganisée, entre des initiatives que continuent de prendre, de façon séparée, la Commission européenne et les structures du service diplomatique européen. Bien sûr il y a un point portant sur les synergies OTAN- UE en matière de pooling and sharing d'un côté, de Smart Défense de l'autre. Peut-on limiter alors la présence de Rasmussen à ce point ? Cela paraît difficile...

A moins que la présence de Rasmussen ne soit pas seulement la discussion des sujets de fond. Mais le renouvellement en cours des structures européennes d'un côté, du secrétariat général de l'OTAN, de l'autre, n'est peut-être pas tout à fait pour rien dans cette volonté de présence... Un sommet est aussi une occasion inespérée de tester, ou valider, certaines candidatures.

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20121218/manip2pg/14/manip2pz/333378/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

[1] *Le président de la région Campanie est passé du Parti socialiste au Peuple de la liberté (Popolo della libertà), parti fondé par S. Berlusconi en 2009.*

[2] *Luigi de Magistris est un dirigeant de centre-droit, qui vient de fonder un mouvement (ou liste pour les prochaines élections) « orange »...*

Le secrétaire général se félicite de la contribution de la Belgique – un Allié sur lequel on peut compter

Le secrétaire général de l'OTAN, M. Anders Fogh Rasmussen, a complimenté la Belgique pour le rôle important qu'elle joue dans les opérations dirigées par l'OTAN, lors d'une réunion avec le premier ministre belge, M. Elio di Rupo, et le ministre belge de la Défense, M. Pieter De Crem.

« *Les soldats et les instructeurs belges stationnés à Kaboul et à Kunduz font un travail remarquable. Vos chasseurs assurent la couverture aérienne nécessaire pour les troupes de la FIAS déployées à Kandahar,* » a déclaré M. Fogh Rasmussen. « *Leur travail contribue utilement à notre objectif, qui est de faire en sorte que l'armée et la police afghanes puissent assumer l'entière responsabilité de la sécurité de leur pays d'ici fin 2014. Et grâce au courage et à la détermination des forces belges, nous réalisons des progrès constants.* » Le secrétaire général de l'OTAN a également remercié la Belgique pour le maintien de son engagement à l'égard de l'Afghanistan après 2014.

M. Fogh Rasmussen a salué la récente décision de la Belgique de déployer des chasseurs en Lituanie, en Estonie et en Lettonie dans le cadre d'une nouvelle mission de police du ciel de quatre mois, à partir de septembre prochain. C'est la troisième fois que la Belgique participe à cette mission, dans laquelle les Alliés se succèdent par rotation. Le secrétaire général a souligné que, d'un point de vue général, les contributions de la Belgique sont d'autant plus appréciables qu'elles interviennent dans une période économiquement difficile, où les Alliés doivent dépenser mieux ensemble. Il a déclaré que la Belgique jouait un rôle important dans les projets multinationaux, notamment celui qui concerne les avions de surveillance AWACS de l'OTAN. Il a également souligné la coopération de la Belgique avec les Pays-Bas et le Luxembourg, la qualifiant de « défense intelligente en action. »

M. Fogh Rasmussen a remercié le premier ministre belge pour l'engagement de son pays vis-à-vis de l'OTAN et pour l'aimable hospitalité qu'il offre aujourd'hui – et qu'il offrira demain – au siège de l'Organisation.

Turquie

L'opération Anatolian Protector a démarré

Les véhicules porteurs des missiles Patriot sont partis des Pays-Bas et d'Allemagne. Un convoi de 150 véhicules (6 x 25) a ainsi parcouru les 300 km qui séparaient la caserne de Vredepeel du port. Ils ont embarqué les premiers à partir du port d'Eemshaven, les seconds de Travemünde (Lübeck) à bord du ferry Suecia Seaways de DFDS. Ils devraient arriver en Turquie vers le 21 ou 22 janvier. Les soldats allemands seront stationnés à Kahramanmaras, entre la base aérienne de Incirlink et la ville de Diyarbakir. Les Néerlandais seront stationnés à Adana. Les Américains à Gaziantep.

Eléments précurseurs

Ce mardi (8 janvier), 50 soldats "éléments précurseurs" - 30 néerlandais et 20 allemands - ont embarqué dans deux Hercules C-130 allemands à l'aéroport d'Eindhoven. Destination : la Turquie et la base aérienne de Incirlink pour préparer les installations des missiles. 270 militaires néerlandais devraient suivre. Et un peu plus de militaires allemands. Les coûts de la missions sont estimés à 42 millions d'euros, pour les Pays-Bas, selon le Volkskrant. Le contingent allemand comprend au total 350 soldats et se compose essentiellement de deux unités de tir Patriot de l'Armée de l'Air. Chaque unité de feu comprend jusqu'à huit lanceurs de huit missiles, une station de commande de tir et un radar multifonction.

Objectif : prévenir toute attaque et empêcher l'escalade du conflit

L'objectif de ce déploiement est uniquement "défensif" comme l'ont rappelé sur tous les tons les différents responsables politiques et militaires de l'Alliance atlantique. Comme l'a expliqué le général néerlandais Tom Middendorp, il s'agit de protéger le territoire et la population turcs contre la menace de missiles Scud qui, avec une portée « de plusieurs centaines de kilomètres, peuvent facilement atteindre les villes turques. La prévention vaut toujours mieux que guérir. Et c'est pourquoi nos soldats partent pour la Turquie : afin d'éviter qu'un missile syrien, que ce soit ou non par accident, se retrouve dans une grande ville turque. » Mais - a-t-il ajouté - nous allons aussi en Turquie pour empêcher l'escalade du conflit. » Pour les militaires, « montrer vos dents empêche de créer plus de violence. C'est vraiment la force de nos forces armées. »

courrier des lecteurs

Des missiles Patriot en Turquie pour protéger l'armement lourd fourni à l' ASL par l'OTAN

Mireille Delamarre

Mercredi 28 Novembre

Le déploiement des systèmes de défense antiaérienne de missiles PATRIOT en Turquie indique clairement que les préparatifs de guerre OTAN/Turquie contre la Syrie sont entrain de s'intensifier. L'objectif n'est pas de "protéger" la Turquie mais de protéger la livraison d'armement lourd dont des tanks à l'ASL et ses mercenaires supplétifs Al Qaeda et consorts. La livraison de tanks a déjà commencé (voir vidéo).

La Turquie et l'OTAN voudraient faire croire que le déploiement des systèmes de défense aérienne de missiles PATRIOT en territoire turc en bordure de la frontière turco syrienne est purement " défensif " juste au cas où un avion syrien s'aventurerait dans l'espace aérien turc.

Qui peut croire un tel mensonge ?

Après la visite de responsables de l'OTAN en Turquie le long de la frontière syrienne pour "repérer" les endroits où stationner ses systèmes PATRIOT, le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a déclaré qu'ils seraient totalement sous le contrôle de l'OTAN.

Lors d'une interview aujourd'hui, Rasmussen a dit que la décision de déployer ces systèmes PATRIOT serait prise dans les jours qui viennent. Les Pays Bas et l'Allemagne - mis à part les USA- sont les deux pays européens à posséder de tels systèmes PATRIOT sur leurs territoires.

Déjà pendant les guerres du Golfe, ces systèmes PATRIOT avaient été déployés en Turquie. C'était les Pays Bas qui les avait fournis. Là il semble que c'est l'Allemagne du gouvernement Merkel - qui a largement contribué à impliquer l'armée allemande dans des opérations guerrières internationales- qui serait disposée à fournir ces systèmes PATRIOT avec 120 soldats allemands pour leur manipulation. Selon Rasmussen, les systèmes PATRIOT seront sous le commandement de l'OTAN sous supervision de l'ACCS (Air Command Control System). Rasmussen a également ajouté que l'OTAN était prête à "prendre d'autres initiatives" pour assurer la "sécurité" de la Turquie.

Il existe quatre centres européens de validation de l'ACCS : en Belgique, en France, en Allemagne et en Italie. En France il se trouve sur la base aérienne de Lyon-Mont Verdun. Si l'Allemagne fournit les systèmes PATRIOT probablement que le centre impliqué dans les opérations en Turquie sera le sien même si l'OTAN a promis que des officiers turcs seraient "aux commandes le doigt sur la gâchette" comme s'en vante le quotidien Turc proche du gouvernement Erdogan Today's Zaman. La décision de déployer ces systèmes PATRIOT dans le Sud Est de la Turquie dans la province de Malatya plus précisément près de la ville du même nom Malatya constitue en fait une déclaration de guerre de l'OTAN à la Syrie.

Il y a un mois le Washington Post a publié un article de François Heisbourg analyste bien connu de la Fondation pour la Recherche Stratégique un Think Tank basé à Paris dans lequel ce dernier préconisait de renforcer les capacités militaires des opposants à Assad en créant une zone d'exclusion aérienne en Syrie en installant ces systèmes PATRIOT en Turquie . Selon lui :

"En termes militaires cela se ferait en établissant une zone d'exclusion aérienne de 50 miles le long de la frontière turco syrienne. Pas besoin d'avions alliés pour surveiller cette zone mais des missiles air air et sol air tirés de l'espace aérien et du territoire turc de portée suffisante pour abattre des bombardiers ou hélicoptères syriens volant dans cette zone d'exclusion aérienne"

Il suffirait de quelques tirs de mortier par l'ASL basé à la frontière turco syrienne contre des cibles turques comme cela s'est déjà produit pour provoquer de tels tirs de missiles en représailles de la part de la Turquie/OTAN et imposer de facto une zone d'exclusion aérienne.

D'ailleurs l'OTAN et la Turquie n'ont pas attendu cette décision pour armer entraîner l'ASL et diriger ses opérations du territoire turc en territoire syrien. Les "troupes" et autres mercenaires servant sous l'ASL font la navette entre les deux pays soit pour se faire soigner soit pour s'entraîner et se réarmer.

Mais depuis peu un nouveau pas a été franchi dans la fourniture d'armement.

Une vidéo postée par les opposants au gouvernement syrien d'Assad affirme - comme le répète les médias occidentaux propagandistes- qu'une "base militaire syrienne " a été capturée.

Une analyse détaillée de cette vidéo montre qu'en fait elle a été tournée au point de passage entre la Turquie et la Syrie, à Bab al Hawa - contrôlé par l'ASL qui se le dispute avec les mercenaires d'Al Qaeda - côté turc et que ... surprise ! des tanks y sont parqués en attente semble-t-il d'être livrés à l'ASL.

On voit d'ailleurs sur cette vidéo des anti Assad de l'ASL s'affairer autour de ces tanks qui une fois en Syrie seront présentés par les médias menteurs propagandistes comme ayant été pris sur des bases militaires d'Assad tombées aux mains de l'ASL.

Pour l'instant l'ASL et ses groupes de mercenaires étrangers salafistes Al Qaeda et autres sont loin d'avoir le dessus sur l'armée syrienne qui s'est très vite adaptée à leurs techniques de guérillas urbaines et continue d'avoir le dessus dans cette guerre mondiale menée par des proxis fanatiques pour renverser un gouvernement légitime en violant la souveraineté nationale de la Syrie en terrorisant et massacrant le peuple syrien avec le soutien des puissances coloniales occidentales dont le gouvernement Hollande.

Video http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=Gn7mhNUMqUE

PS : Le déploiement de ces systèmes PATRIOT en Turquie va de pair avec le rapprochement en coulisses de la Turquie et d'Israël car ces PATRIOT couvrent largement la Palestine jusqu'au Nord de l'Irak (kurde) donc protège l'entité sioniste de la Syrie, du Hezbollah et de l'Iran en cas de guerre régionale. Reste que la Turquie en réclamant ces PATRIOT s'expose à des représailles qui si guerre régionale il y a effectivement la ruineront pour de longues années.

http://www.planetenonviolence.org/Des-Missiles-Patriot-En-Turquie-Pour-Protéger-L-Armement-Lourd-Fourni-A-L-ASL-Par-L-OTAN_a2862.html

L'OTAN en Syrie

En cas d'intervention de l'OTAN en Syrie, le Canada est prêt

Pour venir en aide à Haïti en 2010, des éléments de l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe (EICC) ont été déployés de la 8e Escadre Trenton en provenance de la Base des Forces canadiennes (BFC) Trenton (Photo : Caporal Tina Gillies, Section d'imagerie de l'escadre, 8e Escadre Trenton)

Le Canada a mis au point un plan d'urgence pour être en mesure de répondre rapidement à une demande d'aide de l'OTAN pour la Syrie, rapporte la télévision canadienne. Le gouvernement fédéral est prêt dans ce cas à déployer l'Unité interarmées canadienne d'intervention, l'UIIC, qui gère les attaques chimiques, biologiques et radioactives. Le Canada pourra envoyer également l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe (EICC) pour fournir de l'eau propre en Syrie, ainsi que des ingénieurs et du personnel pour aider à mettre en place un hôpital de campagne.

L'Unité interarmées d'intervention du Canada – Incidents chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (UIIC-ICBRN) est une composante du Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada et elle est capable d'intervention rapide partout dans le monde.

L'Équipe d'intervention en cas de catastrophe quant à elle est une équipe à déploiement rapide de 200 membres des Forces canadiennes. Elle fournit une assistance aux sinistrés pour un maximum de 40 jours. Le siège de l'Équipe est à Kingston, en Ontario. Elle a été créée par le gouvernement canadien en 1996 à la suite de la réponse inadéquate au génocide rwandais de 1994.

Une frégate de la marine croisant dans la région est également prête à intervenir.

Le premier ministre Stephen Harper et son gouvernement prennent la menace des armes chimiques en Syrie très au sérieux, mais les observateurs s'accordent à dire qu'il est peu probable que le Canada envoie des avions de chasse CF-18 au-dessus de la Syrie, comme il l'avait fait en Libye, pour faire respecter une zone d'exclusion aérienne, et encore moins probable qu'il déploie des soldats canadiens sur le territoire syrien.

L'OTAN pour sa part a déjà mis à exécution son projet de déployer des missiles Patriot et des troupes le long des frontières de la Syrie avec la Turquie pour parer à toute attaque qui pourrait venir de Syrie. Pendant ce temps, le gouvernement canadien est sous une pression croissante pour reconnaître les forces rebelles en Syrie en tant que représentants légitimes de l'opposition.

La Grande-Bretagne et la France ont déjà reconnu la Coalition des insurgés syriens, en lutte contre le régime de Bashar al-Assad, comme représentant légitime du peuple syrien.

L'Amérique devrait faire de même le mercredi 12 décembre à une réunion des « amis de la Syrie » à Marakech, au Maroc, où le sous-secrétaire d'État Williams Burns représentera les États-Unis, la secrétaire d'État Hillary Clinton étant retenue aux États-Unis par la maladie. Le ministre des Affaires étrangères, John Baird, sera également présent au sommet de Marrakech,

Pendant ce temps, le gouvernement syrien semble avoir ralenti les préparatifs pour l'utilisation possible d'armes chimiques contre des cibles rebelles, a déclaré ce mardi 11 décembre le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta. La semaine dernière, des responsables américains avaient affirmé qu'ils avaient des preuves que les forces syriennes avaient commencé à préparer du sarin, un agent neurotoxique, pour une éventuelle utilisation dans des bombes.

S'adressant aux journalistes voyageant avec lui de Washington au Koweït, Panetta a dit, sans donner de détails, que la menace avait diminuée. Interrogé pour savoir s'il pensait que le président syrien Bachar al-Assad allait tenir compte des avertissements que lui avait adressé la communauté internationale sur l'utilisation d'armes chimiques, Panetta a déclaré: « Je veux bien croire qu'il a reçu le message, nous avons été assez clairs. »

Par contre, les espoirs récents que le Kremlin mette fin à son soutien au régime de Bachar al-Assad se sont évanouis lorsque le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré le dimanche 9 décembre que Moscou continue à s'opposer fermement aux demandes de démission d'Assad.

<http://www.45enord.ca/2012/12/en-cas-d-intervention-de-lotan-en-syrie-le-canada-est-pret/>

Après les élections : Obama renforce les tendances guerrières au Moyen-Orient

De [Bill Van Auken](#)

Global Research, 03 décembre 2012

[wsws.org](#)

La guerre en Syrie, décrite par une large couche de gens soi-disant politiquement libéraux et « de gauche » comme une crise qui exigerait une intervention « humanitaire », a émergé de manière de plus en plus claire comme un exercice de conquête sans merci et brutale. Washington et toutes les grandes puissances se sont liguées pour fomenter une guerre civile sectaire et sanglante, et pour préparer une intervention militaire toujours plus directe visant à faire tomber le régime de Bashar el-Assad et à préparer une guerre bien plus importante contre l'Iran.

Le gouvernement d'Obama prépare une « intervention plus profonde » en Syrie pour « contribuer à retirer le président Bashar el-Assad du pouvoir », a rapporté jeudi dernier le *New York Times*.

La une du *Times* s'appuyait sur les déclarations d'un « stratège » et de « hauts responsables de l'administration » anonymes. Invariablement, ce genre de fuites adressées aux médias visent à préparer l'opinion publique à ce qui est à venir, ou, plus probablement, à ce que Washington a déjà commencé à faire en secret.

L'article note que le gouvernement Obama et l'OTAN devraient approuver la demande turque de déployer des batteries de missiles Patriot à la frontière de ce pays et de la Syrie la semaine prochaine. Si le prétexte pour un tel déploiement est de protéger la Turquie d'une menace inexistante d'attaques de missiles syriens, son objectif réel, suggère le *Times*, est « d'intimider » les forces aériennes syriennes et de les empêcher de bombarder la zone de la frontière Nord de la Syrie dont les « rebelles » soutenus par l'occident se sont emparés.

Cela ouvrirait en retour la voie à la déclaration d'une zone d'interdiction aérienne et à l'imposition d'un régime fantoche sur le territoire dit « libéré », une étape cruciale dans la préparation d'une intervention plus directe des États-Unis et de l'OTAN.

De plus, toujours d'après le *Times*, les éventualités envisagées par le gouvernement d'Obama comprennent celle « de fournir directement des armes aux combattants de l'opposition plutôt que de continuer à ne passer que par d'autres pays, notamment le Qatar, pour le faire, » et d'agir pour « insérer des officiers de la CIA ou de services de renseignements alliés sur le terrain en Syrie, pour œuvrer plus étroitement avec les combattants de l'opposition dans les zones qu'ils contrôlent maintenant largement. »

L'article affirme que toutes ces options ont été discutées « avant les élections présidentielles, » mais que la réélection d'Obama « a rendu la Maison Blanche plus encline à prendre des risques. »

Les implications politiques sont claires. Pendant qu'Obama et ses aides discutaient d'une agression militaire américaine plus directe en Syrie avant le 6 novembre, ils voulaient reporter l'application de ces plans jusqu'après la fin de l'élection, s'assurant ainsi que l'intensification du militarisme ne serait pas une question évoquée lors des débats politiques plus larges. Tout comme son prédécesseur à la Maison Blanche, l'objectif d'Obama est d'entraîner le peuple américain dans une guerre sans les avoir prévenus, et encore moins avoir demandé leur consentement.

Le soutien bipartisan à ces plans de guerre au sein de l'élite dirigeante américaine a été énoncé clairement dans une chronique de Condoleezza Rice, ministre des affaires étrangères et conseillère à la sécurité nationale de George W. Bush, publiée dans le *Washington Post* la semaine dernière.

Rice termine son article par une admission que la course à la présidence exigeait une courte pause dans l'escalade de l'intervention militaire en Syrie. « La guerre ne se calme pas au Moyen-Orient, » écrivait-elle. « Elle se lance dans un crescendo. Nos élections sont finies. Maintenant, l'Amérique doit agir. »

Rice défend à peu près les mêmes propositions que celles qui sont citées par le *Times*, y compris l'imposition d'une zone d'interdiction de vol et l'envoi direct d'armes américaines aux prétendus rebelles.

Elle affirme que « la grande erreur de l'année passée a été de définir le conflit avec le régime de Bashar el-Assad comme un conflit humanitaire. » Oui, admet-elle, « de nombreux innocents ont été massacrés, » mais « il y a bien plus en jeu. »

Ce qui est en jeu en Syrie, suggère Rice, ce n'est pas simplement l'imposition d'un régime fantoche soutenu par les États-Unis dans ce pays en particulier. Mais plutôt la réorganisation néo-coloniale de toute la région. « Elle affirme qu'à l'exception de l'Égypte, de la Turquie et de l'Iran, « tous les autres pays importants sont des créations modernes, créées par les Britanniques et les Français qui ont tracé des

frontières sur un coin de table. » L'implication évidente est que l'on peut se passer de ces « États artificiels », redessiner les frontières et refaire la région stratégiquement vitale et riche en pétrole suivant les intérêts de l'impérialisme américain.

C'est un projet dans lequel Rice elle-même a été intimement impliquée, avec le lancement des guerres américaines en Afghanistan et en Irak. Il a été poursuivi l'an dernier dans la foulée des soulèvements de masses en Tunisie et en Égypte par les guerres en Libye et en Syrie.

Les instruments utilisés pour atteindre des objectifs aussi démesurés sont à la fois l'intervention américaine directe et l'agitation de conflits sectaires dans toute la région, avec l'alignement de Washington sur les régimes sunnites de Turquie, d'Arabie saoudite, du Qatar et des autres monarchies du Golfe – sans parler de la faction de l'islamisme sunnite qui a produit les attaques terroristes du 11 septembre et qui est maintenant la colonne vertébrale de la « révolution » syrienne – contre l'Iran et ses alliés. C'est le sanglant « crescendo » dont elle parle, un crescendo qui pourrait très bien entraîner d'autres puissances extérieures, dont la Russie et la Chine, et potentiellement coûter la vie à des millions de gens.

Ce qui se prépare est une redivision impérialiste de la région, tout à fait dans l'esprit du partage de l'Afrique, de l'Asie et du Moyen-Orient auquel se sont livrées les grandes puissances avant la Première guerre mondiale.

Les régimes établis par les bourgeoisies nationales de ces pays sont organiquement incapables de s'opposer à cette reconquête. De plus, dans les pays qui sont visés, de la Libye à L'Iran, une base sociale substantielle a émergé parmi les classes les plus privilégiées et qui est prête à être re-colonisée et a bien plus d'affinités avec l'impérialisme qu'elle n'en a avec les travailleurs de son propre pays.

On peut en dire autant de toute une série d'organisations de pseudo-gauche aux États-Unis et en Europe, dont les positions politiques reflètent les intérêts des couches les plus privilégiées de la classe moyenne. Leur rôle dans ces développements est maintenant tout à fait clair pour tous. Elles ont toutes fait le sale boulot politique consistant à légitimer une campagne de conquêtes impérialistes comme étant une intervention « humanitaire », tout en décrivant la guerre sectaire sanglante qui est menée par les milices islamistes et les attentats suicides de terroristes comme une « révolution sociale. »

Cela va du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) et du parti allemand La gauche, jusqu'aux capitalistes d'État du *Socialist Workers Party* britannique et de l'*International Socialist Organisation* américaine [une tendance anti-marxiste qui définissait l'Union soviétique comme un État capitaliste et refusait de la défendre contre l'impérialisme.]

Ces organisations, en dépit de leur nom, n'ont rien à voir avec le socialisme ou l'opposition au capitalisme. Dans leur alignement sur la guerre pour un changement de régime en Syrie, elles ont toutes fonctionné comme des auxiliaires de la CIA et sont profondément impliquées dans le crime aux proportions monstrueuses et historiques qui est en train de se déployer.

Article original en anglais, [WSWS](#), paru le 30 novembre 2012 Articles de : [Bill Van Auken](#)

« Rayer des pays de la carte » : Qui dérouté les « États en déroute » ?

Washington « œuvre à la destruction » d'une très longue liste de pays

De [Prof Michel Chossudovsky](#)

Global Research, 01 janvier 2013

Une dangereuse rumeur s'est propagée à travers le monde et elle pourrait avoir des conséquences catastrophiques. La légende veut que le président iranien ait menacé de détruire Israël ou, pour citer les propos déformés, dit « Israël doit être rayé de la carte ». Contrairement à la croyance populaire, il n'a jamais fait cette déclaration [...] (Arash Norouzi, [Wiped off The Map: The Rumor of the Century](#), janvier 2007.)

Les États-Unis ont attaqué directement ou indirectement environ 44 pays à travers le monde depuis août 1945, certains d'entre eux à plusieurs reprises. Le but affiché de ces interventions militaires était d'effectuer un « changement de régime ». Pour justifier et dissimuler ce qui correspondait à des actions unilatérales et illégales, on a invariablement évoqué les « droits humains » et la « démocratie ».

(Professeur Eric Waddell, [The United States' Global Military Crusade \(1945- \)](#), Global Research, février 2007)

« Voici un memo du Pentagone qui décrit comment nous allons anéantir sept pays en cinq ans en commençant par l'Irak, ensuite la Syrie, le Liban, la Somalie, le Soudan et pour terminer, l'Iran ». J'ai dit « Est-il classifié? » Il a dit « Oui monsieur. » J'ai répondu : « Alors ne me le montrez pas. » (General Wesley Clark, [Democracy Now](#), 2 mars 2007.)

Washington « œuvre à la destruction » d'une très longue liste de pays.

Qui « raye des pays de la carte? » L'Iran ou les États-Unis?

Durant une période appelée euphémiquement l'« après-guerre » – de 1945 à aujourd'hui – les États-Unis ont directement ou indirectement attaqué plus de 40 pays.

Alors que les principes de la politique étrangère des États-Unis prétendent « propager la démocratie », l'interventionnisme étasunien, par des moyens militaires et des opérations clandestines, a donné lieu à la déstabilisation totale et la partition de pays souverains.

Détruire des pays fait partie d'un projet impérial des États-Unis, un processus de domination mondiale. De plus, selon des sources officielles, les États-Unis ont en tout [737 bases militaires à l'étranger \(données de 2005\)](#).

Le concept d'« État en déroute »

[Dans son rapport « Global Trends » \(Tendances mondiales, décembre 2012\), le National Intelligence Council \(NIC\)](#), situé à Washington, « prédit » que 15 pays en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient deviendront des « États en déroute » d'ici 2030 en raison de leurs « conflits potentiels et leurs ennus environnementaux ».

La liste des pays dans le rapport de 2012 du NIC comprend l'Afghanistan, le Pakistan, le Bangladesh, le Tchad, le Niger, le Nigeria, le Mali, le Kenya, le Burundi, l'Éthiopie, le Rwanda, la Somalie, la République démocratique du Congo, le Malawi, Haïti et le Yémen. (voir p 39)

Dans le rapport de 2005, publié au début du second terme de Bush, le NIC avait prévu que le Pakistan deviendrait un « État en déroute » d'ici 2015 « car il sera affecté par la guerre civile, la talibanisation totale et la lutte pour le contrôle de ses armes nucléaires ».

Le Pakistan a été comparé à la Yougoslavie, découpée en sept États par procuration après une décennie de « guerres civiles » parrainées par les États-Unis et l'OTAN.

Le NIC prévoyait pour le Pakistan « un destin à la yougoslave [...], un pays déchiré par la guerre civile, des bains de sang et des rivalités interprovinciales ». (Energy Compass, 2 mars 2005.)

Bien qu'il affirme que les États en déroute « servent de refuge aux extrémistes politiques et religieux » (p. 143), le rapport ne reconnaît pas que depuis les années 1970, les États-Unis et leurs alliés ont secrètement soutenu des organisations religieuses extrémistes afin de déstabiliser des États-nations laïques et souverains. Et le Pakistan et l'Afghanistan étaient des États laïcs dans les années 1970.

Un « statut d'État en déroute » à la yougoslave ou à la somalienne n'est pas le résultat de divisions sociales internes, mais un objectif stratégique mis en œuvre par des opérations clandestines et des actions militaires.

[Fund for Peace](#), dont le siège est à Washington et le mandat consiste à promouvoir « une sécurité durable par la recherche », publie (annuellement) un « Index des États en déroute » basé sur une évaluation des risques (voir la carte ci-dessous). Trente-trois pays (compris dans les catégories Alerte [rouge] et Avertissement [orange]) sont identifiés comme étant des « États en déroute ».

Selon [Fund for Peace](#), les [États en déroute](#) sont également des « cibles pour les terroristes liés à Al-Qaïda ».

Le classement annuel des pays par [Fund for Peace](#) et [Foreign Policy](#) indiquant les symptômes des États en déroute/fragiles est publié au moment où [le monde s'inquiète](#) de plus en plus du [sanctuaire étatique](#) au nord du Mali où s'établissent des extrémistes liés à Al-Qaïda pour l'expansion du djihad.

Inutile de dire que l'histoire d'Al-Qaïda comme élément du renseignement étasunien, son rôle dans la division des factions et l'instabilité au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Afrique subsaharienne n'est pas mentionnée. Les activités des unités djihadistes d'Al-Qaïda dans la plupart de ces pays relèvent d'un programme clandestin diabolique du renseignement.

Les États « faibles » et « en déroute » : une menace pour les États-Unis

Selon une logique tordue du Congrès étasunien, les « États en déroute plus faibles » constituent une menace pour la sécurité des États-Unis : « [P]lusieurs menaces [émanent] d'États décrits soit comme étant faibles, fragiles, vulnérables, défaillants, précaires, en déroute, en crise ou déstructurés ». Lorsque la Guerre froide a pris fin au début des années 1990, les analystes ont pris conscience de l'émergence d'un environnement de sécurité internationale dans lequel les États faibles et défaillants devenaient des véhicules pour le crime organisé international, des voies pour la prolifération nucléaire et des points chauds pour les conflits civils et les urgences humanitaires. Les menaces potentielles à la sécurité nationale des États-Unis que posent les États faibles et défaillants est devenue davantage évidente avec les attentats du 11-Septembre 2001 contre les États-Unis commis par Al-Qaïda, organisés par Oussama ben Laden à partir du refuge offert par l'Afghanistan. Les événements du 11-Septembre 2001 ont poussé le président George W. Bush à déclarer dans la Stratégie de sécurité nationale des États-Unis de 2002 que les « États faibles comme l'Afghanistan peuvent poser un danger aussi grand pour nos intérêts nationaux que les États forts ». ([Weak and Failing States: Evolving Security, Threats and U.S. Policy](#), Rapport du CRS pour le Congrès des États-Unis, Washington, 2008.)

Dans ce rapport du CRS du Congrès, on ne mentionne toutefois pas que « les points chauds du crime organisé et les conflits civils » sont le résultat d'opérations clandestines du renseignement étasunien. Fait amplement documenté, l'économie afghane de la drogue, générant plus de 90 pour cent des réserves mondiales d'héroïne, est liée à une opération de blanchiment d'argent de plusieurs milliards de dollars impliquant de grandes institutions financières. Le commerce de la drogue en provenance de l'Afghanistan est protégé par le CIA et des forces d'occupation des États-Unis et de l'OTAN. La Syrie qualifiée d'« État en déroute »

Les atrocités commises contre la population syrienne par l'Armée syrienne libre (ASL), appuyée par les États-Unis et l'OTAN, créent les conditions favorisant une guerre confessionnelle. L'extrémisme confessionnel favorise le démantèlement de l'État-nation qu'est la Syrie ainsi que la fin du gouvernement central à Damas.

Le but de la politique étrangère de Washington est de transformer la Syrie en ce que le NIC appelle un « État en déroute ».

Le changement de régime implique le maintien d'un gouvernement central. Alors que la crise syrienne se développe, l'objectif ultime n'est plus le « changement de régime », mais la destruction et la partition de la Syrie en tant qu'État-nation.

La stratégie des États, de l'OTAN et d'Israël consiste à diviser le pays en trois États faibles. De récents reportages indiquent que si Bachar Al-Assad « refuse de démissionner, la Syrie « deviendra un État en déroute comme la Somalie ».

L'un des possibles « scénarios de démantèlement » [rapporté par la presse israélienne](#) est la formation d'États, séparés et « indépendants », sunnite, alaouite-chiite, kurde et druze.

Selon le major-général Yair Golan des Forces de défense d'Israël (FDI), « la Syrie est dans une guerre civile qui fera d'elle un État en déroute où se propagera le terrorisme » et les FDI analysent actuellement « comment la Syrie se démantèlerait ». ([Reuters](#), 31 mai 2012.)

En novembre l'ambassadeur de la paix des Nations Unies Lakhdar Brahimi a laissé entendre que la Syrie deviendrait « une nouvelle Somalie [...] mettant en garde contre un scénario où les seigneurs de guerre et les milices remplissent un vide laissé par l'effondrement de l'État ». ([Reuters](#), 22 novembre 2012.)

« Ce que je crains est pire [...], que l'État s'effondre et que la Syrie se transforme en Somalie. »

« Je crois que si l'on ne s'occupe pas de cette question correctement, la partition ne sera pas le problème mais plutôt la « Somalisation » : l'effondrement de l'État et l'émergence de seigneurs de guerre, de milices et de groupes de combattants. » (Ibid.)

Ce que l'envoyé de l'ONU a omis de mentionner est que le démantèlement de la Somalie était délibéré. Il faisait partie d'un projet militaire et du renseignement des États-Unis, désormais appliqué à plusieurs pays ciblés du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Asie qualifiés d'« États en déroute ».

Voici la question principale : qui déroute les États en déroute? Qui les « anéantit »?

Le démantèlement planifié de la Syrie en tant qu'État souverain relève d'un plan régional intégré d'ordre militaire et des services de renseignement comprenant le Liban, l'Iran et le Pakistan. Selon les « prédictions » du NIC, le démantèlement du Pakistan devrait se produire au cours des trois prochaines années.

Michel Chossudovsky

Article original: [“Wiping Countries Off the Map”: Who’s Failing the “Failed States”](#), publié le 29 décembre 2012.

Traduction Julie Lévesque pour [Mondialisation.ca](#)

Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l’Université d’Ottawa. Il est l’auteur de [Guerre et mondialisation](#), [La vérité derrière le 11 septembre](#) et de la [Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#) (best-seller international publié en plus de 20 langues).